

L'hon. M. Ricard: Vous en aurez l'occasion plus tard.

L'ÉDUCATION

MESURE RELATIVE AUX BOURSES—PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Je désire poser au premier ministre une question qui découle d'une annonce faite hier au sujet des prêts consentis dorénavant aux étudiants d'université. J'aimerais lui demander s'il y a possibilité, au cours de la présente session, en ces jours où des décisions seront prises, de présenter la mesure législative promise au cours des élections, et touchant l'octroi de 10,000 bourses d'études universitaires qu'un si grand nombre attendent et espèrent?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je dirai demain quelque chose à ce propos; cela satisfera je l'espère mon très honorable ami.

M. J. E. Pascoe (Moose-Jaw-Lake-Centre): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Je ne vois pas très bien quel genre de question supplémentaire se présente, mais allons-y.

M. Pascoe: Monsieur l'Orateur, je désire poser au premier ministre une question ayant trait aux prêts qu'on se propose de consentir aux étudiants des universités. Le premier ministre voudrait-il élucider les déclarations parues dans les journaux de ce matin relativement aux prêts sans intérêts qui seront accordés aux étudiants d'université? Cela signifie-t-il qu'il n'y aura jamais d'intérêt sur ces prêts, ou qu'il y aura des intérêts qui courront dans la période nécessaire au remboursement, après l'obtention des diplômes?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, ce point sera éclairci lorsque nous aurons la chance de débattre cette proposition très intéressante, très progressiste.

Le très hon. M. Diefenbaker: Puis-je poser une question complémentaire? Les provinces ont-elles été consultées au sujet de ce projet?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, dans le discours du trône on parle de consultations avec les provinces. C'est là, bien sûr, une question qui relève strictement de la compétence du gouvernement fédéral, mais, conformément à l'attitude que nous avons régulièrement adoptée en traitant de questions qui concernent les provinces, nous avons cru qu'il serait d'une élémentaire courtoisie de consulter les provinces avant de mettre ce projet en œuvre.

[L'hon. M. Pickersgill.]

LES SPORTS

REPRÉSENTANTS DU CANADA À LA CONFÉRENCE D'INNSBRUCK

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Le premier ministre pourrait-il faire connaître à la Chambre les raisons pour lesquelles, semble-t-il, aucun haut fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures ou aucun ministre éminent ne représentait le gouvernement canadien à la conférence tenue à Innsbruck en vue d'obtenir que Banff soit désigné comme l'endroit où devraient avoir lieu les Jeux olympiques de 1968?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, à cette conférence, il y avait non seulement des hauts fonctionnaires canadiens mais aussi un membre éminent du cabinet.

M. l'Orateur: L'honorable représentant de Sherbrooke.

L'hon. M. Starr: Puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? L'honorable député de Bow-River demandait au premier ministre...

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député de Sherbrooke.

L'hon. M. Starr: Il s'agit d'une question supplémentaire.

M. l'Orateur: L'honorable député de Sherbrooke avait déjà la parole.

(Plus tard)

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre a annoncé à la Chambre que de hauts fonctionnaires et d'éminents membres du cabinet étaient au nombre des représentants du Canada et étant donné que le Canada n'a pas obtenu que les Jeux olympiques se tiennent ici en 1968, pourrait-il nous dire en quoi a consisté leur rôle?

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui, de retour des jeux olympiques, a parlé de la flaccidité des Canadiens et de leur besoin d'exercices physiques. Est-ce à dire que le gouvernement actuel entend renflouer le programme de santé physique qu'un gouvernement libéral antérieur avait sabordé?

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'aimerais que mon honorable ami sache que je ne crois pas m'être jamais